

Covid-19. Parents et syndicats acceptent, sans cautionner, la nouvelle fermeture des écoles

À la sortie des classes de Vernon, (Eure), les parents acceptent mais commencent à grincer des dents suite à la nouvelle fermeture des écoles.



Les parents vont encore une fois devoir s'adapter.

C'est l'incompréhension, qui naît de l'incohérence des différents discours des membres du gouvernement, qui font que les parents et la fédération syndicale unitaire (FSU) commencent à grincer des dents, suite aux dernières annonces de la fermeture des établissements scolaires.

À la sortie de l'école du centre de Vernon (Eure), c'est entre résignation et incompréhension que la décision de fermer les établissements scolaires a été reçue par les parents. « On est dans l'incohérence la plus totale. Sois on arrête tous, sois on laisse tout ouvert.

Mais pourquoi fermer les écoles et laisser les bus ou les métros des grandes villes bondés ? », questionne Préscillia.

Si la mère de famille attend encore de comprendre ce choix, elle soulève une seconde interrogation : « D'un côté, on nous dit de nous isoler, de ne pas aller voir les grands-parents jusqu'à ce qu'ils soient vaccinés. Mais avec les écoles fermées, qui va garder les enfants ? » Cette réponse Magali, l'attend également, mais si elle a très vite compris que de toute façon le mot est une nouvelle fois : l'adaptation. « On s'y attendait et on a croisé les doigts jusqu'au bout. »

Car si la mère de famille comprend qu'il faut préserver l'intégrité des seniors, à un moment il y a des limites à l'adaptation :

« On ne peut pas fermer les écoles, ne pas voir les grands-parents, tout en continuant à travailler même en télé travaillant. Il faut être raisonnable ».

Magali

« Tous les moyens n'ont pas été mis en place »

Du côté de fédération syndicale unitaire (FSU), on « regrette » la décision. Pour Cécile Chandavoine, secrétaire départementale au FSU, plus d'un an après le premier confinement rien n'a changé. « L'an passé, il fallait agir dans l'urgence. Mais aujourd'hui, on s'aperçoit qu'il n'y a eu aucune anticipation. »

Des solutions, la fédération en a suggéré au ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, comme la mise en place de détecteur de CO2, qui émet une alerte lorsqu'il faut aérer la salle de cours. Ou encore, des purificateurs d'air. « Nous sommes conscients que nos propositions ont un coût, mais ce qu'a oublié de l'Éducation nationale dans sa prise décision, c'est le caractère exceptionnel de la situation. »

À cela, il faut ajouter une nouvelle méthode de travail avec les cours en distanciel où aucun accompagnement n'a été mis en place pour former les professeurs à cette nouvelle méthode de travail :

« Lorsque vous avez votre ministre qui ne cesse de répéter que les écoles ne refermeront pas, puis elles referment. Nous sommes dans une incohérence la plus totale et une difficulté pour s'adapter. »

Cécile Chandavoine

Maltraitance et inégalité

Cependant, un point soulevé par une institutrice est de voir les inégalités sociales se creuser davantage avec cette nouvelle fermeture de classes. « Il y a aussi les cas de maltraitances. Lorsque les enfants viennent à l'école, on a cette relation quotidienne qui peut empêcher cela. Tandis que là, le lien va être rompu pendant un mois, que va-t-il se passer pour ces enfants ? »

[Vaccination : à](#)

Un an après la première fermeture des établissements scolaires, de trop nombreuses interrogations demeurent. Pourquoi ne pas avoir anticipé ? Pourquoi ne pas avoir tout mis en œuvre pour éviter cela ? Et les inégalités, comment les enseignants vont-ils pouvoir rattraper cela ? La réponse : « On les rattrapera jamais », conclut l'instituteur amer d'en être toujours au même point, qu'en avril 2020.